Gérard NOIRIEL, *Introduction à la socio-histoire*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères-Histoire, 2006, 128 p.

Philippe Hamman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7762>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7762

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

ISBN : 978-2-86480-828-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Hamman, « Gérard NOIRIEL, *Introduction à la socio-histoire* », *Questions de communication* [En ligne], 10 | 2006, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7762> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7762>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.

Tous droits réservés

Gérard NOIRIEL, *Introduction à la socio-histoire*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères-Histoire, 2006, 128 p.

Philippe Hamman

RÉFÉRENCE

Gérard NOIRIEL, *Introduction à la socio-histoire*. Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères-Histoire, 2006, 128 p.

- 1 Historien, né à Nancy en 1950 et auteur en 1982 d'une thèse de doctorat bien connue sur *Les ouvriers sidérurgistes et les mineurs de fer du bassin de Longwy-Villerupt (1919-1939)*, Gérard Noiriel est, depuis 1994, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, et codirige avec Michel Offerlé la collection Socio-histoires des éditions Belin. Auteur d'une dizaine d'ouvrages, en particulier sur l'histoire de l'immigration et de l'État-nation (par exemple : *Le Creuset français. Histoire de l'immigration aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éd. du Seuil, coll. Points Histoire, 1992 ; *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, coll. Socio-histoires, 2000), mais aussi de réflexions sur la pratique historique (*Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, coll. Socio-histoires, 1998), il signe ici dans l'efficace collection Repères, des éditions de La Découverte, un ouvrage de synthèse qui se veut précisément une « introduction à la socio-histoire », qu'il a lui-même contribué à développer comme démarche, sinon comme discipline.
- 2 Gérard Noiriel n'élude pas cet enjeu : il débute son introduction sur le problème du « label » (p. 3) : l'étiquetage, fût-il à succès, et c'est le cas pour la socio-histoire, ne fait pas tout, et de rappeler avec raison que l'histoire sociale, la microhistoire comme la sociologie historique se positionnent également dans un double héritage de l'histoire et de la sociologie. Aussi convient-il de se poser deux questions : celle d'un domaine de recherches qui serait propre à la socio-histoire, et celle de la méthode employée. À cet effet, l'auteur pose trois principes qui sont des combinaisons singulières tirées des

fondamentaux de l'histoire et de la sociologie. La démarche défendue par Gérard Noiriel en ressort, à savoir : une critique de la réification des rapports sociaux (1) et une réflexion sur les relations de pouvoir (2), à partir de quoi la socio-histoire se focalise sur l'étude du passé dans le présent et sur l'analyse des relations à distance qui lient entre eux un nombre sans cesse croissant d'individus. En cela, il s'agit d'une démarche tournée vers l'étude de problèmes empiriques précis (3), une « boîte à outils » (sans visée à l'élaboration d'une théorie du monde social). « C'est pourquoi les socio-historiens n'ont pas éprouvé jusqu'ici le besoin de définir rigoureusement leur domaine », conclut l'auteur (p. 6). À partir de là, est déroulé un plan très clair en cinq chapitres qui s'emboîtent dans une réelle progression du raisonnement. Gérard Noiriel propose un cheminement logique en deux temps : d'abord, une mise en perspective historique et épistémologique de la socio-histoire et des « grands auteurs » qui ont pu l'inspirer (chap. 1-2), puis un « état » de sa mise en œuvre dans trois champs d'investigation (chap. 3-4-5).

- 3 Dans le premier chapitre (pp. 8-35), Gérard Noiriel retient une focale ample : afin de resituer la socio-histoire « au carrefour » de l'histoire et de la sociologie, il opère un retour génétique sur la caractérisation méthodologique et institutionnelle de ces deux disciplines, de leurs pères fondateurs et autres figures, pour spécifier les filiations constitutives de la socio-histoire. Quoique forcément bref, il y a là un exposé didactique : Wilhelm von Humboldt, Karl Marx, Émile Durkheim, Max Weber, Gabriel Tarde, Marc Bloch et l'école des *Annales*, François Simiand, Maurice Halbwachs et (bien sûr) Norbert Elias font l'objet de résumés des principaux apports de leurs travaux, en particulier pour la démarche socio-historique. À cela sont couplés des rappels utiles sur ce qui fonde les deux disciplines-ressources – notamment l'histoire comme travail d'analyse des traces du passé en mettant à distance les jugements de valeur du présent – et ce sur quoi elles divergent : la conception chronologique du temps, le rôle civique du chercheur, etc. Gérard Noiriel peut alors poser (p. 14) que « la socio-histoire a délimité sa propre sphère d'activité en reprenant aux historiens leur définition du travail empirique, fondé sur l'étude des archives, destiné à comprendre et non à juger les actions humaines. Elle a repris aux sociologues le but même qu'ils s'étaient fixé : étudier les relations de pouvoir et les liaisons à distance qui lient les individus entre eux ».
- 4 Cette présentation des principaux outils que l'histoire et la sociologie ont fourni à la socio-histoire est prolongée et complexifiée dans un second chapitre (pp. 36-52), qui évite une possible lecture trop duale, voire linéaire, dans la constitution de ce qui serait une nouvelle discipline. En effet, l'auteur souligne à la fois en quoi l'anthropologie et la science politique sont aussi imbriquées dans ces démarches, et comment la « jonction » se fait dans une configuration transformée du monde universitaire dans la deuxième moitié du xx^e siècle (poids renforcé des États-Unis, croissance des effectifs universitaires...). En particulier, Gérard Noiriel pointe (pp. 38-41) les effets de Mai 68 et la vigueur d'une mouvance critique en sociologie qui s'ensuit, autour, schématiquement, d'un pôle interactionniste (Peter Berger et Thomas Luckmann, Richard Hoggart et les *cultural studies*...), et d'un pôle post-structuraliste (avec notamment la postérité de Michel Foucault). D'autres « passerelles » vers la socio-histoire sont également mentionnées, telles la sociologie de Pierre Bourdieu (le langage comme relation de pouvoir...) ainsi que les évolutions plus récentes qui font revenir le

balancier des structures vers les acteurs chez Luc Boltanski, ou dans la sociologie de la science de Bruno Latour.

- 5 On arrive alors la seconde partie de l'ouvrage, exposant des recherches empiriques dans trois domaines d'analyse, choisis non but d'exhaustivit, mais pour leur exemplarit dans la mise en application des outils dcrits pralablement. La pdagogie du livre le commande, « pour faciliter l'expos », mme si Grard Noiriel reconnat reprendre du coup des classements artificiels de la recherche historique qui ne correspondent pas la dmarche socio-historique (p. 52). Dans le troisime chapitre, l'auteur s'intresse la filiation entre l'histoire conomique et sociale et la socio-histoire, construite « sur les dcombres » de la premire (*ibid.*) avec une mme tradition critique. C'est l'occasion pour l'auteur de clarifier les notions de « microhistoire » (Carlo Ginzburg, Maurice Agulhon, Alain Corbin..., qui privilgient le cadre local et nouent des liens avec l'anthropologie) et de « (nouvelle) histoire sociale » (qui se situe dans un cadre national, l'exemple des travaux de Christophe Charle en France) par rapport la socio-histoire : « Le socio-historien s'carte de la nouvelle histoire sociale parce que son premier souci est d'tudier les individus rels, dans le cadre de leurs activits quotidiennes, en laissant de ct les entits collectives dfinies l'aide de critres objectifs. Sur ce point, il est trs proche de la microhistoire. Mais le socio-historien ne partage pas les prsupposs interactionnistes qui sous-tendent ce courant de recherche » (p. 56). De plus, la socio-histoire intgre pleinement les questions conomiques dans ses investigations, quant leur gense, les configurations, les groupements et les relations de pouvoir matrielles et symboliques propres cet univers de pratiques. Par exemple, l'histoire des politiques sociales passe par celle de la gense des moyens d'action (matriels, juridiques, bureaucratiques...) mis la disposition des gouvernants. Ensuite, l'auteur illustre son propos en l'appuyant sur des tudes de cas, parmi lesquelles on peut citer l'analyse de la « politique des grands nombres » par Alain Desrosires, ou celle des « groupes socio-professionnels et catgories socio-administratives » (p. 65) : Luc Boltanski sur les cadres, Emmanuelle Saada sur les mtis, et Grard Noiriel lui-mme concernant les immigrs et sans-papiers.
- 6 Le quatrime chapitre porte sur l'apprhension des questions politiques par la socio-histoire, d'ailleurs aujourd'hui consacre au sein de la science politique – ft-ce sous une autre dnomination, comme le montre la publication ds 1996 par Yves Dloye dans la mme collection « Repres » d'un opuscul qui peut tre tenu comme le premier manuel en la matire, sous le titre *Sociologie historique du politique* (Paris, d. La Dcouverte, rdit rgulirement). Du reste, on peut remarquer que, malgr un certain nombre de similitudes d'enjeux entre les deux « Repres », Grard Noiriel n'y fait point rfrence, prfrant citer l'ouvrage collectif dirig par Yves Dloye et Bernard Voutat, *Faire de la science politique. Pour une socio-histoire du politique* (Paris, Belin, 2002), au titre plus conforme. Mais l'essentiel est ailleurs. Aprs avoir rappel les quatre principaux domaines d'intrt de l'histoire politique actuelle – relations internationales, comportements lectoraux et partis politiques, opinion publique, ides et idologies –, Grard Noiriel revient point par point sur les propositions centrales des approches socio-historiques, qu'il synthtise autour d'un objectif premier : faire l'histoire des groupements politiques (c'est--dire « nations, partis et publics » – p. 74), en se situant dans une sociogense de la dmocratie. La construction des nationalits (Grard Noiriel lui-mme), la fabrication des lectorats (Alain Garrigou, Daniel Gaxie, Bernard Pudal...), la politique des intrts (Michel Offerl) comme la dconstruction des

opinions (Dominique Reyni, Nicolas Mariot...) sont autant de pans de recherches actifs qui en attestent, exemples l'appui (pp. 73-86).

- 7 Enfin, un dernier chapitre est consacr la socio-histoire des questions culturelles (pp. 87-102). Il se justifie d'abord dans la mesure o ce sont des historiens de la culture, Daniel Roche et Roger Chartier, qui les premiers ont qualifi de socio-histoire une dmarche s'loignant de l'histoire conomique et sociale sans abandonner pour autant l'tude de la socit. De plus, cela entre aussi en congruence avec l'attention que porte Grard Noiril l'ensemble des formes de communication distance comme champ d'investigation socio-historique. La culture est ici dfinie comme englobant « toutes les activits qui ont pour but de fournir de nouvelles descriptions du monde » (p. 88), et emportant donc des enjeux de vrit (les journalistes...) ou de cration (arts et spectacles), de nature clairer le fonctionnement du pouvoir symbolique. On aborde alors directement le champ des mdias et la question contemporaine de leur emprise. Relevant qu'aujourd'hui la culture de masse est domine par l'industrie de l'audiovisuel, Grard Noiril insiste sur la ncessit de « dconstruire la machine sons et images » (p. 89), notamment en resituant les formes d'interdpendances propres au monde actuel de l'audiovisuel comme des prolongements sur la longue dure de techniques de communication distance nes de l'criture. Un autre point fort avanc par l'auteur porte sur l'analyse de la dmocratisation de la culture et ses contradictions, inhrentes l'extension des moyens de communication distance ; par exemple, il s'agit de comprendre comment ceux qui dominent aujourd'hui les activits standardises de l'industrie culturelle s'y prennent pour tenter de sduire un public immense, dispers gographiquement et qui ne partage pas la mme langue ni la mme religion – ce qui rejoint les problmatiques de la mondialisation. Un choix d'exemples vient nouveau tayer ces lignes directrices : analyses du livre et des lecteurs (Roger Chartier, Daniel Roche), mais aussi des auditeurs radio (l'mission clbre de Mnie Grgoire tudie par Dominique Cardon), ou encore les recherches de socio-histoire des activits sportives de Norbert Elias et Eric Dunning sur les violences dans les stades en Grande-Bretagne, contestant l'ide selon laquelle le sport contribue la pacification des comportements individuels.
- 8 Au terme de cette centaine de pages riches et accessibles, Grard Noiril aborde en conclusion (pp. 103-112) la question, complexe s'il en est, des rapports entre le savant et le politique. Ainsi poursuit-il logiquement l'approche pistmologique et rflexive nourrie tout au long de l'ouvrage : « Si les socio-historiens veulent penser la question de l'action distance jusqu'au bout, ils ne peuvent viter de s'interroger sur leur propre sphre d'activit » (p. 103). Et n'est-ce pas au demeurant Norbert Elias qui a point le dilemme de l'engagement et de la distanciation pour le chercheur en sciences sociales ? (*Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 1993, 1^{re} d. 1983). Dans cette monte en gnralit, Grard Noiril en appelle quelques principes que l'on peut rsumer en deux termes : la promotion d'une dmarche comprhensive (« restituer l'argumentation globale d'un texte avant de le discuter, numrer les points d'accord avant d'exprimer des divergences » – p. 108) et, en mme temps, le rejet de la confusion entre science et politique : le socio-historien n'est donc « pas un porte-parole » (p. 108), ce qui ne doit pas l'empcher, plaide l'auteur – qui l'applique du reste –, d'tre l'coute des proccupations de son temps – d'autant que les problmes qu'il tudie sont souvent en rapport avec les enjeux du prsent.

- 9 On l'aura compris, en 128 pages format poche, voilà un très bon outil de travail pour un large public d'étudiants, mais aussi de chercheurs en sciences sociales, qui perçoivent l'intérêt d'historiciser leurs problématiques de recherche et de croiser des apports inter/pluridisciplinaires ; ici, la socio-histoire est une démarche des plus suggestives, et Gérard Noiriel, qui en est un promoteur reconnu, le montre largement au fil de ces pages, où il mobilise plus de 150 références bibliographiques qui font appel à des auteurs « classiques » et plus récents. La dimension d'introduction est d'autant mieux remplie que l'auteur propose un plan très lisible et de nombreux guides de lecture. Ainsi les chapitres thématiques 3 à 5 (dimensions économique et sociale, politique, culturelle) suivent-ils une même trame : l'approche historique de ces questions, puis les apports et propositions de la socio-histoire, enfin des exemples d'analyses concrètes. Dès lors, on n'en voudra pas à l'auteur de manifester quelques répétitions stylistiques ou terminologiques, car cela participe aussi d'une pédagogie pour non-spécialistes (les « fils invisibles », p. 4, 14 et 15..., ou les « relations à distance » qui traversent les développements).
- 10 Le format compact de la collection, l'alliance de l'approche méthodologique et de contenu, autant que l'importance du champ couvert dans cette introduction à la socio-histoire induisent certes parfois quelques imprécisions. Par exemple, on lit qu'« au début du XIX^e siècle » les classes populaires, « composées en majorité de paysans dont beaucoup ne savent ni lire ni écrire, sont complètement exclues de toute participation au débat politique » (p. 10) ; c'est peut-être un léger raccourci si l'on pense aux travaux de Christine Guionnet sur les élections communales des années 1830, qui soulignent que les habitants des campagnes n'expriment pas qu'un vote purement résigné, soumis ou contraint (*L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet*, Paris, Éd. L'Harmattan, 1997). De même, quelques lignes plus bas, la présentation des transformations de la fin du XIX^e siècle place après 1870 un certain nombre de processus que l'on pourrait qualifier de politisation et nationalisation du territoire français, mais ne rend pas compte des débats entre chercheurs sur ce point, notamment entre Maurice Agulhon (pour lequel les effets de l'introduction du suffrage universel masculin se font sentir « par imprégnation » progressive dès après 1848) et Eugen Weber (pour qui « la fin des terroirs » se situe en effet après 1870, par « implication » d'« agents du changement » : chemins de fer, école, église, industrialisation, etc.) (Maurice Agulhon, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la II^e République*, Paris, Éd. Le Seuil, 1979 [1^{re} éd., 1970] ; Eugen Weber, *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Paris, Fayard, 1992 [1^{re} éd., 1976]). Pour un lectorat non spécialisé, l'expression (nécessairement) synthétique des enjeux présente évidemment bien plus d'avantages que d'inconvénients, et l'on peut prédire le succès mérité du livre de Gérard Noiriel, au demeurant un des mieux placés pour proposer une synthèse sûre et validée. Tout au plus invite-t-on à la prudence (p. 35) lorsqu'à propos de l'œuvre de Norbert Elias, l'auteur conclut : « Il n'a jamais effectué lui-même de recherches sur archives, ni d'enquêtes de terrain. Son œuvre immense est donc davantage une contribution à la sociologie historique plus qu'un apport à la socio-histoire » : bien sûr, il ne faudrait pas lire que les sociologues ne savent pas ouvrir une liasse d'archives, voire ne mènent pas de travaux empiriques ! Du reste, Gérard Noiriel y revient en partie quatre pages plus loin en évoquant l'école de Chicago, mais là une lecture (trop) rapide pourrait pécher.

- 11 On ne saurait finalement que recommander fortement cet opuscule commode, dense et très construit, en même temps peut-être que celui précité d'Yves Déloye dans la même collection et aussi riche (plus de 220 références exploitées). Ainsi le lecteur pourra-t-il apprécier dans une compréhension active, en regard, deux essais de synthèse destinés à connecter l'histoire et la sociologie, et alors faire son miel de l'approche de socio-histoire, respectivement de sociologie historique, c'est-à-dire aussi de labels que ces ouvrages visent, et c'est heureux, à renforcer – les précisions de vocabulaire formulées par Gérard Noiriel (p. 7) traduisent bien cette portée.
-

AUTEURS

PHILIPPE HAMMAN

CRESS, université Marc Bloch-Strasbourg 2
GSPE-Prisme, CNRS, IEP Strasbourg